

La hausse revue à la baisse. Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et du Syndicat des transports (Stif), a confirmé, hier matin, une augmentation du tarif du passe Navigo, mais de 3 euros par mois. Depuis plusieurs jours, l'ancienne ministre « Les Républicains » de Sarkozy faisait monter les enchères, profitant de chaque micro tendu pour promettre un bond de 15 euros de cette carte de transport utilisée par près de 4 millions de Franciliens, qui serait passée de 70 euros (sans limitation de distance, ni de nombre d'utilisations) à 85 euros...

Enfin, il en coûtera 73 euros à compter du 1^{er} août. « C'est déjà trop », a estimé à la mi-journée le groupe Front de gauche de la région, tout en se félicitant de la prise en compte partielle de sa proposition d'augmenter le versement transport payé par les entreprises. Une décision qui est signalée

Le Front de gauche réclame aussi un retour de la TVA des transports à 5,5 %, alors qu'elle plafonne à près du double aujourd'hui.

dans un communiqué commun de Valérie Pécresse et de Manuel Valls, qui se sont rencontrés ce lundi, actant des « *moyens supplémentaires nécessaires pour assurer le financement pérenne du système (...) via le levier tarifaire, les usagers des routes, une modulation de la TICPE (taxe sur les produits pétroliers - NDLR)* » et le versement transport.

Il y a plusieurs mois, le premier ministre avait déjà proposé des recettes nouvelles à la région, en visant alors une ponction sur la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) payée par les entreprises et constituant une recette essentielle pour les départements. Ces derniers



DEPUIS PLUSIEURS JOURS, VALÉRIE PÉCRÉSSE FAISAIT MONTER LES ENCHÈRES SUR LE COÛT DE LA CARTE DE TRANSPORT. PHOTO ÉRIC PIERMONT/AFP

LA MISE EN PLACE D'UN ABONNEMENT À TARIF UNIQUE DANS TOUTE LA RÉGION S'EST TRADUITE PAR UNE HAUSSE DE 17,7 % DES UTILISATEURS ENTRE MARS 2015 ET MARS 2016.

ÎLE-DE-FRANCE

Pas plus de trois euros pour le passe Navigo

Valérie Pécresse a finalement annoncé une augmentation plus faible du titre de transport et, en accord avec Manuel Valls, la participation des entreprises sera augmentée, ce que réclamait le Front de gauche.

ont évidemment dénoncé cette fausse bonne idée, désormais oubliée. « Cette fois, se réjouit Jacques Baudrier, conseiller communiste de Paris et administrateur du Stif, il s'agit de mettre un peu plus à contribution les entreprises qui, de fait, bénéficient des infrastructures de transports en commun. » Toutefois, précise-t-il, « nous proposons, nous, non seulement une hausse plus élevée, mais modulée en fonction des zones les plus attractives sur le plan économique, à l'ouest de la capitale et dans une part des Hauts-de-Seine ».

Afin d'assurer un meilleur financement du Stif, le Front de gauche réclame aussi un retour de la TVA des transports à 5,5 %, alors qu'elle plafonne à près du double aujourd'hui.

« Augmenter réellement le versement transport et réduire la TVA permettraient un gain de plus de 500 millions d'euros par an », estiment les élus Front de gauche. Et dans ce cas, les voyageurs n'auraient pas à subir d'accélération tarifaire.

La présidente de région n'en est pas à une annonce près

De plus, ces rentrées d'argent permettraient au Stif d'envisager plus sereinement les investissements indispensables à court et moyen terme. Son conseil d'administration aura d'ailleurs à en débattre dans quelques jours. Avec des échéances techniques assez incontournables quand on sait que 40 % des voies (et 30 % des aiguillages) du réseau ont plus de trente ans. Pour l'heure, les annonces de développement de services faites par Valérie Pécresse ne sont que des mots. « Les mille bus en plus promis se traduisent aujourd'hui par zéro bus de plus », s'agace, par exemple, Jacques Baudrier.

Il est vrai que la présidente de région n'en est pas à une annonce près. Dans sa campagne électorale, elle s'était même engagée au maintien du tarif de 70 euros, car « il n'est pas question de jouer avec le pouvoir d'achat des Franciliens », disait-elle alors. C'était en juin de l'année dernière. Une nouvelle hausse en 2017 peut-elle être exclue ? ●

GÉRALD ROSSI